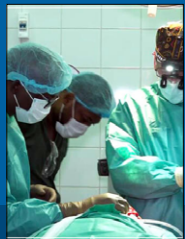


SANTÉ

Thiès : plus de 800 patients opérés gratuitement grâce à un programme médical tchèque

P. 2



TOURISME

Matam : l'activité touristique plombée par plusieurs facteurs

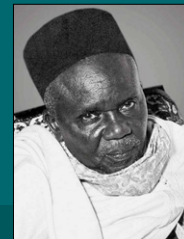
P. 7



RELIGION

Aux origines de la Ziarra générale de Tivaouane

P. 7



ENVIRONNEMENT / KAFOUNTINE

LE FUMAGE DU POISSON ENRHUME LES RÉSERVES FORESTIÈRES



Kafountine, dans le département de Bignona (sud), abrite un des plus importants quais de pêche du Sénégal, mais avec la particularité que les femmes transformatrices de produits halieutiques utilisent une quantité énorme de bois pour le fumage du poisson, faisant peser une menace sur les réserves forestières de cette commune et d'autres localités de la région de Ziguinchor où l'exploitation du bois d'œuvre est interdite depuis 1991.

LIRE PAGES 4 & 5

DIPLOMATIE :

BASSIROU DIOMAYE FAYE AUX SOINS DU BON VOISINAGE



Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, en poste depuis le 2 avril, a réservé ses deux premières visites hors du Sénégal à la Mauritanie, dont le président, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, assure la présidence en exercice de l'Union africaine, et à la Gambie. M. Faye a aussi reçu en audience à Dakar le vice-président de la Sierra Leone, membre, comme le Sénégal, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Il y avait au cœur des échanges des préoccupations bilatérales et des questions liées à l'intégration africaine.

P. 3

ENVIRONNEMENT

SAINT-LOUIS : PLAIDOYER POUR LA PRÉSERVATION DE L'ÉCOSYSTÈME MANGROVE

■ Par Ahmad Mouslim Diba

Saint-Louis – **Le secrétaire général du Conseil départemental de Saint-Louis, Hamath Dia, a rappelé vendredi le "rôle important" de la mangrove dans la sauvegarde et l'amélioration du cadre de vie des populations vivant autour de cet écosystème dont tous les acteurs doivent s'impliquer pour sa préservation.**

« La mangrove joue un rôle important en offrant aux populations des opportunités de mener des activités génératrices de revenus », a-t-il dit à la presse. Il s'exprimait à l'occasion de l'ouverture d'une table-ronde des partenaires pour la préservation de la mangrove, organisée en partenariat avec l'ONG Enda Rup. « Cet écosystème présent au Saloum et en Casamance et qui joue un rôle important dans l'équilibre de l'environnement, a été un peu délaissé jusqu'à ce que l'institution départemental s'y mette, en collaboration avec des partenaires techniques et financiers pour sa préservation ». Il signale que « des activités de reboisement ont été entreprises pour préserver la mangrove », en plus d'« activités de sensibilisation » destinée à "éviter que l'action de l'homme ne la tue pas ». Il a donné l'exemple de l'île de

Doune Baba Dièye, sise près de Saint-Louis. Selon lui, après avoir été engloutie par les eaux, cette île renait grâce à l'activité reboisement de certains riverains dont le plus connu est Ahmed Diagne Sène. Ce dernier a fait l'objet de plusieurs documentaires et reportages de la presse nationale et étrangère, a-t-il rappelé.

Grace aux activités de reboisement, les femmes vivant autour de cet écosystème situé entre les communes de Saint-Louis, Gandiol et Ndiébène Gandiol font du maraîchage et mènent d'autres activités génératrices de revenus, explique-t-il. Pour le directeur exécutif d'Enda Rup, Abdoulaye Cissé, cette activité s'inscrit dans le cadre de la territorialisation des objectifs de développement durable (ODD) et de la gouvernance des ressources forestière. Selon lui, « l'idée est que le développement ne peut se faire qu'à partir de la base ». C'est ce qui explique, selon lui, "le choix de collaborer avec le conseil départemental pour accompagner les communautés dans la lutte pour la préservation et la valorisation de la mangrove à Saint-Louis ». Les zones humides sont perçues comme de précieux écosystèmes jouant



un rôle crucial dans l'équilibre écologique, économique et social et se retrouvent aujourd'hui au cœur des préoccupations environnementales au Sénégal, souligne un document remis à la presse par les organisateurs. « Dans un contexte où la protection de notre environnement devient une priorité mondiale, poursuit le texte, l'intégration de ces territoires humides dans nos politiques urbaines et territoriales devient impérative pour assurer un avenir durable. » ■

SANTÉ

THIÈS : PLUS DE 800 PATIENTS OPÉRÉS GRATUITEMENT DE 2017 À 2023, GRÂCE À UN PROGRAMME MÉDICAL TCHÈQUE

■ Par Alioune Diouf

Thiès – **Le programme médical et humanitaire du gouvernement tchèque (MEDEVAC), a permis d'opérer gratuitement plus de 800 patients à l'hôpital régional de Thiès, entre 2017 et fin 2023, a indiqué la cheffe de la mission tchèque, Josefina Zakova. « De 2017 à 2023, nous avons pu opérer gratuitement quelque 837 patients », a-t-elle dit à des journalistes lors d'une visite du maire de Thiès, Babacar Diop, à l'hôpital régional.**

Dans le cadre de la coopération décentralisée, une équipe de médecins tchèques vient chaque année pour des opérations chirurgicales gratuites à l'hôpital régional de Thiès. Cette année, ils sont revenus avec une spécialité de plus : la neurochirurgie, qui s'ajoute aux trois autres qu'ils offraient, à savoir la traumatologie, la gynécologie et l'ORL. Depuis le démarrage des opérations lundi, ils ont opéré 24 patients à la date du jeudi, avant-veille de la fin de la mission, sur 30 patients qui avaient été sélectionnés. Selon le Docteur Françoise Ndiaye, médecin anesthésiste réanimateur, cheffe du service

d'anesthésie et de réanimation de la structure sanitaire, certains malades n'ont finalement pas bénéficié d'intervention chirurgicale, en raison d'"arguments techniques". Le maire de la ville de Thiès, Babacar Diop, a souligné l'importance de cette mission tchèque, en ce qu'elle permet d'assurer une prise en charge sanitaire aux couches vulnérables de la ville, qui n'ont pas les moyens de se payer des soins dans certaines spécialités. Un acte en neurochirurgie peut coûter jusqu'à 800.000 FCFA, a-t-il dit, citant un praticien. Il annonce qu'il va proposer prochainement au conseil municipal de Thiès que les membres de la délégation soient élevés au rang de citoyens d'honneur de la cité du rail.

Marième Sow, qui assure l'intérim du directeur de l'hôpital, en congé, a noté que les partenaires tchèques ont amené l'année dernière 250 millions de FCFA en matériel. Nonobstant cette dotation, ils sont revenus avec des équipements. Le plateau technique de l'hôpital régional s'en est trouvé amélioré, même s'il a toujours besoin d'être renforcé, a-t-elle dit. ■

**SOCIÉTÉ NATIONALE
AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE
(APS)**

ADRESSE :

Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Tierno Ahmadou Sy

**DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ET DES CONTENUS :**
Amadou Samba Gaye

**DIRECTEUR DES SYSTÈMES
D'INFORMATIONS :**
Cheikh Sèye

COMITÉ DE RÉDACTION :
Aboubacar Demba Cissokho
Ndèye Suzanne Sy, Charles Senghor,
Abdou Kogne Sall Birane Hady Cissé, Cheikh
Gawane Diop Sokhna Khadijatou Sakho,
Boubacar Kanté, Amadou Ba

ÉQUIPE TECHNIQUE :
Samaké Ba Samba
Doudou Ndoye

PHOTOGRAPHES :
Ppape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE ET INFOGRAPHIE :
Essa Seck

COMMERCIALE :
Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95

DIPLOMATIE

BASSIROU DIOMAYE FAYE AUX SOINS DU BON VOISINAGE

■ Par Fatou Diop, Amadou Samba Gaye et Abdou Kogne Sall

Dakar – Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, en poste depuis le 2 avril, a réservé ses deux premières visites hors du Sénégal à la Mauritanie, dont le président, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, assure la présidence en exercice de l'Union africaine, et à la Gambie. M. Faye a aussi reçu en audience à Dakar le vice-président de la Sierra Leone, membre, comme le Sénégal, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO).

Après s'être rendu à Nouakchott pour une visite de quelques heures, et avant de s'envoler pour la Gambie, le chef de l'Etat a reçu vendredi le vice-président de la République de Sierra Leone, Mohamed Juldeh Jalloh, « porteur d'un message d'amitié et de solidarité du président de la République de Sierra Leone, le général Julius Maada Bio ».

Dans un message publié sur le réseau social X, la présidence sénégalaise a indiqué que M. Jalloh s'est félicité de la volonté du président Faye « de consolider les acquis et d'ouvrir d'autres perspectives » dans les relations entre les deux pays.

ACCUEIL « CHALEUREUX » ET « LARGES CONVERGENCES DE VUES » EN MAURITANIE

Le président Bassirou Diomaye Faye était arrivé jeudi à Nouakchott, son premier voyage à l'étranger depuis sa prise de fonction, le 2 avril dernier, pour une visite d'amitié et de travail en Mauritanie. Il a adressé ses remerciements à son homologue Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et au peuple mauritanien pour l'accueil « chaleureux » qui lui a été réservé lors de sa visite. « De retour à Dakar, je tiens à adresser mes remerciements à mon frère S.E.M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République sœur de Mauritanie et au peuple mauritanien pour leur accueil



chaleureux et toutes les marques d'attention qui m'ont été réservées, ainsi qu'à ma délégation », a déclaré le chef d'Etat sénégalais sur le réseau social X. « Nos entretiens empreints de cordialités et marqués par de larges convergences de vues traduisent un renforcement des liens historiques de bon voisinage, d'amitié fraternelle et de coopération confiante, qui unissent nos deux pays », s'est félicité le président sénégalais. Le Sénégal et la Mauritanie sont liés par des relations de bon voisinage et de coopération, notamment dans l'exploitation commune de ressources gazières.

AXE DAKAR-BANJUL : PROMESSE DE TRAVAILLER À FAIRE PROGRESSER LES RELATIONS BILATÉRALES

Les présidents sénégalais et gambien ont réaffirmé samedi à Banjul leur ferme volonté de continuer à travailler pour « à faire progresser les excellentes relations bilatérales » existant entre leurs deux pays, s'engageant notamment à intensifier les consultations entre autorités des deux Etats. « Les deux dirigeants ont réaffirmé la ferme volonté de leurs gouvernements de



continuer à travailler ensemble pour faire progresser les excellentes relations bilatérales qui existent heureusement entre les deux Républiques sœurs », rapporte le communiqué sanctionnant la rencontre entre Bassirou Diomaye Faye et Adama Barrow, à la résidence officielle du chef de l'Etat gambien. Le président sénégalais, en visite de travail dans la capitale gambienne, a convenu avec son homologue d'intensifier les consultations entre les autorités des deux gouvernements, afin de mettre en œuvre les accords signés en matière de sécurité, de défense, de gestion des forêts et de la faune sauvage, de commerce, de transport aérien, d'éducation et de système judiciaire, indique la même source. Elle signale que Faye et Barrow ont exprimé leur grande satisfaction sur l'état des relations bilatérales, tout en soulignant la nature consubstantielle des liens qui unissent les deux pays, inextricablement liés par l'histoire, la géographie, la culture, les aspirations communes en matière de développement. Bassirou Diomaye Faye et Adama Barrow n'ont pas ainsi manqué de saluer les divers efforts déployés pour renforcer davantage la coopération entre les deux pays dans de nombreux secteurs, indique le communiqué. ■

ANALYSE

LES « DESSOUS » DE LA DIPLOMATIE DE BON VOISINAGE PRÔNÉE PAR DAKAR

Saint-Louis – L'universitaire Papa Fara Diallo souligne que la politique de bon voisinage développée par le Sénégal depuis plusieurs années impacte sur la stabilité du pays et explique qu'il soit épargné jusque-là par les « menaces » liées à la criminalité transfrontalière.

« Le Sénégal, dans sa politique étrangère, a toujours développé une diplomatie de bon voisinage. Le Sénégal est réputé être un pays stable », a dit cet enseignant en science politique à l'université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis.

« Si on a cette stabilité, c'est parce qu'on n'a pas de problème avec nos voisins. Donc, on peut avoir une bonne politique de gouvernance sécuritaire, transfrontalière avec nos voisins », a déclaré Papa Fara Diallo, dans un entretien avec l'APS, estimant que le Sénégal a une bonne politique avec ses voisins. La criminalité transfrontalière et les menaces

liées au terrorisme sont « très présentes dans le Sahel mais pour le moment, le Sénégal est épargné. Si on a ça, c'est parce qu'on a une bonne politique de bon voisinage », a-t-il analysé. Le Sénégal ne veut plus avoir de problèmes avec ses voisins immédiats, comme lors de la crise de 1989 avec la Mauritanie, qui a failli se transformer en « guerre ouverte » entre les deux pays, a souligné Papa Fara Diallo, maître conférences en science politique. Le Sénégal doit aussi faire avec les « turbulences » dans sa partie sud, frontalière de la Gambie et de la Guinée-Bissau, avec notamment la question de la rébellion en Casamance. D'où la nécessité de faire en sorte que « les menaces transfrontalières ne puissent pas véritablement avoir un impact au Sénégal ». Il s'y ajoute qu'avec la Mauritanie, où le président Bassirou Diomaye Faye a effectué jeudi sa première visite hors du territoire sénégalais depuis son installation, « on a un contrat d'unification pour l'exploitation du pétrole et du gaz, notamment le projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA) que nous partageons 50/50 avec la Mauritanie ». « Donc, c'est un pays voisin contigu au Sénégal mais qui est un allié stratégique pour l'exploitation du gaz et du pétrole offshore », a fait observer l'universitaire sénégalais, selon

lequel le projet GTA est « le plus important et le plus avancé du Sénégal », en matière d'hydrocarbures. Un autre élément à prendre en compte dans l'analyse de cette visite concerne les accords de pêche, a relevé Papa Fara Diallo, en rappelant qu'en 2020, « plus de huit pêcheurs » de Guet-Ndar avaient été tués par les garde-côtes mauritaniens parce qu'ils avaient « violé l'espace maritime d'un pays souverain ». La Mauritanie applique le repos biologique, qui favorise le renouvellement de la ressource halieutique, « contrairement peut-être au Sénégal », où la surpêche fait que la ressource « devient de plus en plus rare ». « On a donné beaucoup de licences de pêche à des bateaux étrangers qui viennent pêcher chez nous. Les pêcheurs sénégalais ont vu leurs débarquements journaliers drastiquement baisser depuis 2014. Donc, ils vont suivre le poisson jusqu'en Mauritanie parce que la Mauritanie applique le repos biologique », dit-il.

Le Sénégal a aussi besoin de négocier avec la Mauritanie sur les accords de pêche, notamment pour les licences, poursuit-il, pour parler de l'importance de la première sortie officielle du président Faye. ■

KAFOUNTINE : LE FUMAGE DU POISSON, UNE MENACE POUR LES RÉSERVES FORESTIÈRES

■ Par Modou Fall

Kafountine – Kafountine, dans le département de Bignona (sud), abrite un des plus importants quais de pêche du Sénégal, mais avec la particularité que les femmes transformatrices de produits halieutiques utilisent une quantité énorme de bois pour le fumage du poisson, faisant peser une menace sur les réserves forestières de cette commune et d'autres localités de la région de Ziguinchor où l'exploitation du bois d'œuvre est interdite depuis 1991.



Selon un document officiel, 60.560 tonnes de produits halieutiques ont été débarquées en 2023, au quai de pêche de Kafountine, pour une valeur commerciale de 23 milliards 860 millions de francs CFA. La pêche artisanale locale, dotée d'une flotte de 1001 pirogues, emploie plus de dix mille acteurs : pêcheurs, mareyeurs, transformatrices de poisson.

Cette position importante dans le secteur de la pêche a fait de cette collectivité territoriale de l'arrondissement de Kataba 1, une destination privilégiée de divers acteurs évoluant dans la filière pêche. Parmi eux, plus de 2.800 femmes gagnent durement leur vie sur le principal site de fumage de Kafountine, implanté sur plusieurs hectares, non loin du quai de pêche.

Mais bien qu'étant une des principales activités génératrices de revenus des femmes, le fumage du poisson est resté archaïque et rudimentaire à Kafountine avec une forte dépendance vis-à-vis des ressources ligneuses.

Généralement, le fumage traditionnel consiste à saler, sécher et fumer les poissons dans des fours alimentés avec du bois de chauffage, sous une température comprise entre 60 et 120°C. A Kafountine, la dépendance du fumage du poisson des ressources ligneuses, a favorisé la coupe clandestine de bois dans les réserves forestières de Kafountine et d'autres localités de la région de Ziguinchor où l'exploitation du bois d'œuvre est interdite depuis 1991.

« Une étude menée par l'ONG Enda Energie révèle que les fours traditionnels utilisés pour le fumage du poisson à Kafountine consomment au moins plus de 70 tonnes de bois par jour », indique David Diatta, le maire de la commune de Kafountine.

2840 STÈRES DE BOIS DE CHAUFFAGE TRANSPORTÉS EN 2023

Le site de fumage du poisson de Kafountine a reçu en 2023, quelque 2840 stères de bois de chauffage pour assurer un fonctionnement correct des fours traditionnels, indique l'inspecteur régional des eaux et forêts de Ziguinchor, le lieutenant-colonel El Hadji Malick Dione.

« En 2023, nous avons transporté à Kafountine 2.840 stères de bois de chauffage, pour satisfaire les besoins du fumage », a-t-il précisé. Ces stères de bois avaient été saisis par le sous-secteur des eaux et forêts de Diouloulou, dans le département de Bignona.

L'inspecteur régional des eaux et forêts appelle à revoir les méthodes archaïques de fumage du poisson à Kafountine. « Elles consomment beaucoup de bois. Donc, il serait beaucoup plus indiqué qu'on change d'approche en essayant de mettre en place des vieux fours traditionnels, des fourneaux +jambar+ moins dépendants en bois », a-t-il préconisé.

Le lieutenant-colonel El Hadji Malick Dione rappelle qu'à l'époque, les gens s'approvisionnaient en bois de chauffage à partir de la forêt de Kafountine. « Maintenant que la ressource se fait rare là-bas dans cette forêt, a-t-il poursuivi, les gens se déplacent de plus en plus loin, vers Kataba 1 et Djignaki, pour chercher du bois afin de satisfaire la demande pressante de la filière locale de transformation du poisson. »

Ce matin, au grand site de fumage de Kafountine, de la fumée s'échappe des fours traditionnels, signe d'une grande activité. Ces fours appartiennent, pour l'essentiel, à des femmes

transformatrices de produits halieutiques originaires du Sénégal et de pays de la sous-région, comme la Guinée, le Burkina Faso, le Mali, et le Ghana, entre autres.

PLUS DE 500 MILLE FRANCS POUR L'ACHAT DE BOIS DE CHAUFFAGE

Agée d'une cinquantaine d'années, Siré Diabang, vice-présidente d'un Groupement d'intérêt économique (GIE), fait partie des milliers de femmes qui gagnent leur vie sur le principal site de fumage du poisson de Kafountine.

« Nous dépensons, dans le cadre de nos activités de fumage, jusqu'à 500 mille francs CFA pour acheter du bois de chauffage. Le fumage, c'est un travail très minutieux qui demande beaucoup de courage », fait-elle remarquer.

« Très tôt le matin, nous allons au quai de pêche, pour acheter du poisson frais. Nous revenons ensuite au site de fumage pour enlever les écailles et nettoyer les poissons avec de l'eau, avant de démarrer le processus de salage, séchage et fumage », explique-t-elle. Elle se félicite de la quantité de poisson fumé quotidiennement par leur GIE.

La transformatrice précise que son groupe arrive à fumer 100 kilogrammes de poissons "kong" (mâchoiron ou poisson chat) et une tonne de "yabooy" (sardinelle) par jour. Toutefois, ce volume est fonction « de la disponibilité des ressources halieutiques sur le marché », déclare-t-elle, relevant que les femmes travaillent juste pour subvenir à leurs besoins et éviter de quémander dans la rue.

Le principal site de transformation des produits

halieutiques de Kafountine est équipé de fours traditionnels conçus à l'aide de fûts métalliques et de grillages. Créé en 1996, ce site résiste encore à la modernité. Plusieurs couloirs y sont aménagés pour faciliter la mobilité des clients et des visiteurs au milieu des installations. Ici, des femmes travaillent sans aucune protection pour trier, nettoyer, découper, plier et essorer le poisson, avant son fumage. D'origine guinéenne, Tady Aïdara, aidée de son équipe, travaille dans ce décor en-

des partenaires. Nana Abna, originaire du Ghana, dit mener cette activité depuis une vingtaine d'années avec plusieurs de ses compatriotes. Le Ghanéen appelle à améliorer les conditions de travail et les techniques archaïques de fumage du poisson en modernisant le principal site de transformation de Kafountine.

Kafountine accueille au minimum plus de 2800 femmes organisées en groupements d'intérêt

des foyers améliorés sur le quai de pêche, dans le but de réduire la quantité de bois utilisée quotidiennement par les femmes transformatrices de produits halieutiques. « Notre ambition est de faire de Kafountine, une commune sobre en carbone. Nous sommes également en train de voir par quel moyen il faut transformer les impacts des changements climatiques en opportunités », déclare-t-il. Il explique que la politique environnementale de sa commune vise à promouvoir la consumma-



vahi par une épaisse couche de fumée et l'odeur de poisson. « A la recherche d'un travail, j'ai quitté mon pays pour Kafountine où je travaille dans la transformation de produits halieutiques pour gagner ma vie et investir chez moi », explique la jeune dame. Vêtue d'un grand boubou, la tête recouverte d'un foulard multicolore et visiblement fatiguée, Tady Aïdara signale qu'elle a rencontré à Kafountine, des centaines de Guinéens travaillant dans le fumage du poisson.

Dans son magasin d'exposition situé juste à l'entrée du site de fumage, Ardiana Coly, une formatrice, a l'air bien occupée. Le pagne bien noué autour des reins, une sacoche en bandoulière, elle présente ses produits halieutiques transformés. Des produits bien emballés qui attirent dès le premier regard. « Ici, il y a du poisson fumé, +guedji+, des crevettes séchées, moules braisées fumées, +kong+ braises fulés, +yet+, touphe sèche et +yokhoss+ fumés secs », énumère-t-elle. Elle déclare qu'avec la bénédiction de Dieu, elle arrive à commercialiser ses fruits de mer transformés sur l'étendue du territoire national.

PLUS DE 2800 FEMMES ORIGINAIRES DE PLUSIEURS PAYS AFRICAINS

Toutefois, elle déplore « les conditions difficiles » de travail des formatrices de Kafountine. Ces dernières travaillent au quotidien sous un chaud soleil, dans la fumée et la chaleur des fours archaïques en n'ayant pour seule source principale d'énergie que le bois, devenu de plus en plus très cher sur le marché, déplore Mme Coly, qui dit évoluer dans ce métier depuis dix-neuf ans.

A Kafountine, l'essentiel du dispositif de fumage du poisson est constitué de fours traditionnels, hormis quelques fours modernes acquis grâce à

économique (GIE) pour faire prospérer leurs activités et améliorer leurs conditions de vie grâce à la production et la commercialisation des produits fumés, informe le coordonnateur du Conseil local de pêche artisanal (CLPA) de Kafountine, Abdoulaye Demba. Il appelle l'Etat à moderniser ce site de production pour mettre un terme à l'agression des réserves forestières et à la détérioration de la santé des femmes formatrices. « Donc, nous appelons les pouvoirs publics à moderniser le site de fumage avec des fours semi-modernes qui dégageront moins de fumée et consommeront moins de bois afin de protéger l'environnement », lance-t-il.

Le coordonnateur du Conseil local de pêche artisanal de Kafountine fait observer que pour transformer une tonne de poisson, il faut au moins une tonne de bois. Abdoulaye Diédhiou, le chef du service régional des pêches et de la surveillance de Ziguinchor, rappelle que la préoccupation de tout technicien des pêches, « c'est la modernisation des techniques de transformation des produits halieutiques ». « A Kafountine, nous avons un projet financé par la Banque mondiale qui prévoit la construction d'une unité moderne de fumage avec des fours fonctionnant sans beaucoup de bois, ni beaucoup d'émission de gaz carbonique », signale-t-il. C'est une technique de « fumage à chaud et à froid », complète-t-il.

PLAIDOYER POUR DES FOURS SEMI-MODERNES

Afin de freiner la déforestation, le maire de Kafountine, David Diatta, dit miser sur les foyers améliorés pour réduire la quantité de bois utilisée par jour dans les fours traditionnels du site de fumage de poisson de sa ville. Il annonce que sa commune envisage d'installer, avec des partenaires,

tion d'énergie propre en vue de réduire les quantités de bois et de gaz carbonique dégagées à Kafountine. « Nous voulons reverdir Kafountine par des activités de reboisement mais aussi par la promotion d'une consommation d'énergie propre », promet David Diatta.

L'inspection régionale des eaux et forêts de Ziguinchor envisage de créer, avec les transporteurs de bois et les femmes formatrices de Kafountine, « un bois villageois » privilégiant des espèces convoitées pour le fumage du poisson, selon l'inspecteur régional El Hadj Malick Dione.

Le service des eaux et forêts, relève-t-il, est confronté dans la région de Ziguinchor à des défis, dont le trafic de bois et la dégradation des réserves forestières, causée par la coupe abusive du bois. Il salue l'appui de l'armée aux côtés du service forestier pour installer la peur chez les coupeurs et trafiquants de bois.

M. Dione salue également la détermination des agents des eaux et forêts à mettre fin au trafic de bois dans la région, à travers la traque des délinquants. Il arrive selon lui que des exploitants clandestins coupent et acheminent de manière frauduleuse du bois vers la commune de Kafountine. « C'est un problème que nous tentons de régler avec l'armée. Nous travaillons pour juguler ce problème extrêmement compliqué. Nous essayons aussi de traquer ces coupeurs clandestins pour les mettre hors d'état de nuire et faisons tout pour limiter ce problème majeur », rassure le lieutenant-colonel El Hadji Malick Dione. ■

PATRIMOINE

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – La bibliothèque du président-poète Léopold Sédar Senghor avait été mise en vente aux enchères. Le gouvernement du Sénégal, craignant une dispersion de la collection de livres de l'ancien chef d'État, a demandé la suspension de la vente. L'État sénégalais a ensuite entamé des négociations avec la maison de ventes pour acquérir la bibliothèque de Senghor. Cette vente aux enchères de la bibliothèque personnelle de Léopold Sédar Senghor, finalement suspendue à l'initiative du Sénégal qui négocie l'acquisition de son patrimoine, « aurait été une perte irrémédiable », estime le secrétaire général de la fondation portant le nom du premier président sénégalais.

« Cela aurait été une perte irrémédiable que la bibliothèque de Léopold Sédar Senghor soit dispersée aux quatre coins du monde avec cette vente aux enchères d'une partie de la collection de cette bibliothèque de Verson », en Normandie, lieu de résidence, en France, du président-poète après avoir renoncé au pouvoir en décembre 1980.

La vente de la bibliothèque de Senghor, annoncée le 16 avril dernier et suspendue sur instruction du président de la République du Sénégal Bassirou Diomaye Diakhar Faye, devait se faire en trois tranches, selon le professeur Amadou Ly, spécialiste de la littérature africaine de langue française.

La première partie du contenu devant être mise en vente mardi dernier, regroupait « certains ouvrages très précieux » qui auraient été vendus « à coup de milliers d'euros et plus si l'État sénégalais n'était pas intervenu ». « L'alerte de M. Amadou Lamine Sall a été entendue, et tout de suite le président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, a instruit l'ambassadeur du Sénégal en France et le ministère de la Culture pour arrêter la mise à prix de cette digne partie de cette bibliothèque », dit-il.

Il rappelle que c'est la troisième fois qu'une vente aux enchères du patrimoine de Senghor se trouve agitée, la première fois remontant à la vente, en 2021, d'un tableau de l'artiste peintre français Pierre Soulages, surnommé « le maître du noir ». Ce tableau acquis par le poète-président en 1956 a scellé l'amitié entretenue par Senghor et le peintre français. Il avait été vendu à 1,5 million d'euros, soit 983 millions de francs CFA, selon des médias français. La fondation Léopold Sédar Senghor n'a pas été informée de cette opération, a signalé le professeur Amadou Ly.

Il y a eu ensuite la vente des bijoux et décorations militaires de l'ancien président Léopold Sédar Senghor, que le Sénégal a acquis pour 244 mille euros, soit environ 160,064 millions de francs CFA, après avoir obtenu la suspension de leur vente aux enchères.

L'émoi suscité par la perspective de cette vente chez nombre de Sénégalais et l'alerte de l'écrivain Amadou Lamine Sall, membre de la fondation Léopold Sédar Senghor, avaient conduit le président Macky Sall à demander que ces objets puissent être achetés par l'État du Sénégal. La troisième vente est celle de la bibliothèque, processus suspendu par le président Bassirou Diomaye Faye. Le professeur Ly assure que

AMADOU LY, UNIVERSITAIRE : « LA VENTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE SENGHOR AURAIT ÉTÉ UNE PERTE IRRÉMÉDIABLE »

toutes les fois où la fondation Léopold Sédar Senghor a été informée de ces ventes, un processus a été mis en place pour l'acquisition des biens concernés. « Pour cette vente programmée le 16 avril dernier, Amadou Lamine Sall a alerté certes le président de la République, mais déjà, la fondation avait mis en place un processus interne pour aller acheter des ouvrages », a-t-il dit. « Amadou Lamine Sall avait alerté une de ses amies qui se trouve là-bas pour qu'elle [puisse acquérir des ouvrages] le jour de la vente. On aurait pu sauver une partie de cette bibliothèque », a révélé le professeur Ly.

La fondation Léopold Sédar Senghor n'envisageait toutefois pas d'acheter toute la bibliothèque mise en vente, « parce qu'il y a des livres qui ne l'intéressent pas du tout », précise-t-il.

« Ce qui l'intéresse, ce sont les romans, les poèmes, les essais et tous les livres littéraires et sociologiques », a indiqué l'universitaire, selon qui l'intervention du chef de l'État dans ce dossier est « miraculeuse », si l'on sait qu'il a « beaucoup de priorités en ce moment ». « Cet appel de Amadou Lamine Sall a créé un écho chez lui [le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye], on m'a révélé qu'il est très attaché à la personne de Léopold Sédar Senghor qu'il adore, et m'a-t-on dit, il est un peu poète, il fait de la poésie, on ne le savait pas. Tous ces deux éléments ont fait qu'il est intervenu et nous lui en remercions grandement », a déclaré le professeur Ly.

A l'en croire, la fondation Léopold Senghor « est très affectée par cette affaire ». « Cela aurait été dommage de perdre des livres dédiés par leurs auteurs à Senghor, note-t-il, à l'image de celui de Jean Price-Mars, ethnologue haïtien, et du Français né en Martinique René Maran, précurseur de la Négritude et premier Goncourt noir, Aimé Césaire, etc. ».

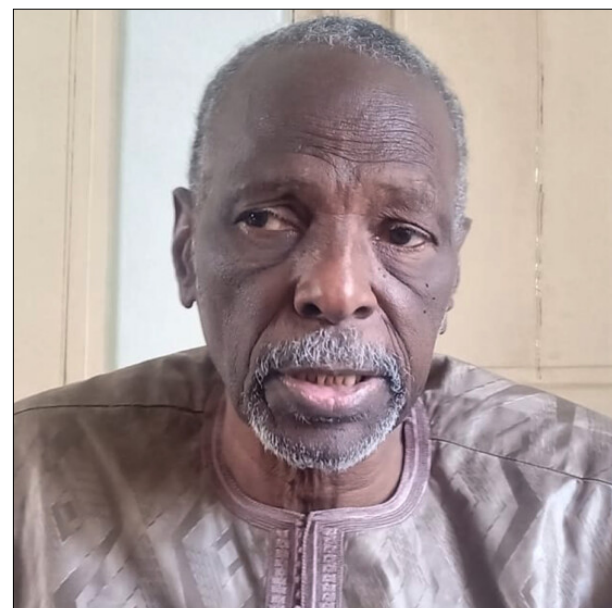
La bibliothèque destinée à la vente comprend aussi des ouvrages d'auteurs sud-africains et européens « très intéressants », fait savoir le professeur Amadou Ly. « Un livre en soi est précieux, mais un livre dédié à une grande personnalité par une autre grande personnalité, cela n'a pas de prix, car ces livres ont une valeur affective entre l'auteur et celui à qui on fait la dédicace », souligne ce spécialiste de la littérature africaine de langue française.

Il estime que dans deux voire cinq siècles, un chercheur serait très content de voir un livre de Jean Price-Mars dédié à Léopold Sédar Senghor. « Le contenu du livre est important en lui-même, mais la dédicace dit des choses plus importantes », selon Amadou Ly.

SENGHOR N'AVAIT PAS PRIS DE DISPOSITIONS SUR SON HÉRITAGE

Le secrétaire général de la fondation Léopold Sédar Senghor, Amadou Ly, qui s'est dit « très affecté » par l'affaire de la « vente aux enchères du patrimoine de Léopold Sédar Senghor », relevant que le premier président du Sénégal n'avait pas pris les dispositions nécessaires sur son héritage avant sa mort, le 20 décembre 2001.

« J'étais très affecté, un peu déçu de cette affaire, parce qu'en vérité ce qu'il fallait faire et certaines personnes reprochent cela à Senghor, c'est le fait qu'il n'ait pas pris de dispositions sur son héritage avant sa mort », a-t-il dit. « Il a laissé les choses en l'état », s'est dé-



solé le spécialiste de la littérature africaine de langue française. Certes, le président-poète avait plusieurs héritiers, mais à la fin de sa vie, il n'en restait que deux, son épouse Colette Senghor et son fils aîné Francis-Arfang Senghor, fait-il remarquer. Ce dernier, né en 1947, est issu du premier mariage de Senghor avec Ginette Eboué, fille de Félix Eboué, ancien gouverneur de l'Afrique équatoriale française, précise Amadou Ly.

« Mais l'un ou l'autre était sous curateur, c'est-à-dire ils n'étaient plus responsables. Les curateurs prenaient soin de leurs parts et, finalement, pour une raison ou une autre, Collette Senghor s'est retrouvée seule héritière », explique le secrétaire général de la fondation Léopold Sédar Senghor. Selon lui, c'est cela qui a fait que Collette Senghor a légué l'héritage à sa cousine, par ailleurs sa gouvernante et cette dernière a à son tour transmis l'héritage à sa gouvernante.

« Si le président Senghor avait pressenti que les choses allaient se passer ainsi, il aurait légué son héritage à sa famille ou bien à la fondation ou à la bibliothèque de l'université de Dakar, comme l'on fait le professeur et économiste Amadou Aly Dieng, l'ancien directeur général de l'UNESCO, Amadou Moctar Mbow », estime-t-il.

Le professeur Lilyan Kesteloot, chercheuse belge, spécialiste des littératures négro-africaines francophones, qui a enseigné à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, en a fait de même, rappelle-t-il. Il rappelle à cet égard que des professeurs en fin de mission mettent leur bibliothèque à la disposition des chercheurs.

« Il [Léopold Sédar Senghor] n'a pas pris ses dispositions et cela crée de la frustration de voir ses livres partir parce que des gens ont de l'argent et les ont achetés pour les mettre dans leur bibliothèque pour dire que cela appartenait à Senghor. Ils ne savent pas en tirer quoi que ce soit », se désole-t-il, se réjouissant de voir que le Sénégal a pu sauver des biens essentiels. Il déplore cependant la disparition d'une partie des biens de l'ancien président de la République. « On ne sait pas ce qu'est devenu l'épée de Senghor et sa toge de l'Académie française », s'étonne-t-il par exemple.

Répondant à ceux qui interpellent la Francophonie ou la France sur cette affaire du patrimoine de Senghor, le professeur Amadou Ly rappelle que le président français Emmanuel Macron est issu de la promotion Léopold Sédar Senghor de l'École nationale d'administration (ENA). Il estime que la Francophonie « aurait sans doute dû intervenir pour elle-même ou offrir cette bibliothèque à l'Université Senghor d'Alexandrie ». ■

TOURISME

MATAM : L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE PLOMBÉE PAR PLUSIEURS FACTEURS

■ Par Amadou Thiam

Matam – **Plusieurs facteurs, dont l'avènement de la pandémie de Covid-19 et la situation sécuritaire dans la sous-région, ont plombé l'activité touristique dans la région de Matam qui compte une quinzaine d'hôtels, indique le président du Syndicat d'initiative et de tourisme, Ousseynou Fall.**

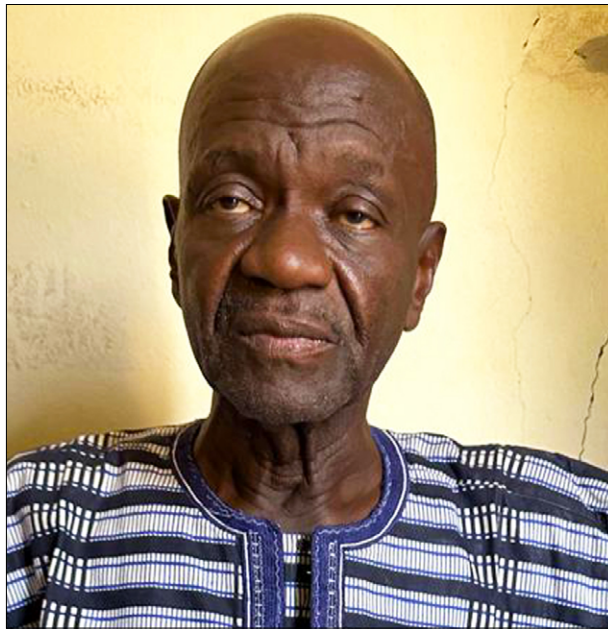
« Depuis l'avènement du Covid-19, nous sommes confrontés à divers problèmes qui ont plombé toute l'activité touristique dans la région. Il y a également la situation dans la sous-région, notamment au Mali avec l'insécurité qui a fait que des zones comme Bakel et Matam ne sont plus fréquentées par les touristes européens », a expliqué Ousseynou Fall lors d'un entretien avec l'APS.

Selon lui, certains touristes préfèrent aller vers d'autres localités comme Podor que de venir dans la région de Matam. D'ailleurs, il n'existe que deux hôtels dans la capitale régionale : la Résidence du fleuve et le centre d'accueil Bilbassi. Il déplore l'installation de beaucoup de réceptifs hôteliers à Ourossoqui, « obligeant les personnes en mission dans la région d'y loger et de rallier la commune de Matam pour y tenir leurs activités comme des séminaires et autres ».

« Les gens logent parfois en dehors de la capitale régionale malgré eux. Car ils sont obligés de se déplacer jusqu'à Matam pour y tenir leurs activités et rentrer à la fin. Si on avait des hôtels capables de recevoir tout ce monde, ce serait bien. Malheureusement, celui que je gère ne compte que huit chambres », a expliqué M. Fall, premier gestionnaire du célèbre hôtel Sogui de Ourossoqui.

Ousseynou Fall rappelle que, pour promouvoir le tourisme dans la région, beaucoup de sites et attractions touristiques avaient été répertoriés, avec l'appui d'une structure française dénommée Initiative pour le développement durable (IDD) et basée à Calais, au nord de la France.

Les teinturières de Bokidawé, le lac de Kanel, les forgerons et les Laobé de Ogo, les ateliers des potières de Wassacodé Mbayla et le parc zoologique de Ranérou avaient été



retenus à cet effet, a-t-il précisé. « Dans la commune de Matam, on avait découvert des sites comme la maison du Farba, au quartier Soubalo, la maison du Diom qui est construite en banco avec une chambrette installée en haut. On se débrouillait avec ces sites que nous faisons découvrir aux touristes que nous envoyaient nos collègues de Saint-Louis », se souvient le propriétaire de la Résidence du fleuve, créée en 2006. Il y a quelques années, rappelle-t-il, le secteur était bien organisé à Matam avec des visites, des sites répertoriés, des balades sur le fleuve et des parties de chasse dans le Ferlo. Il rappelle qu'une quinzaine de guides avaient été formés dans ce sens.

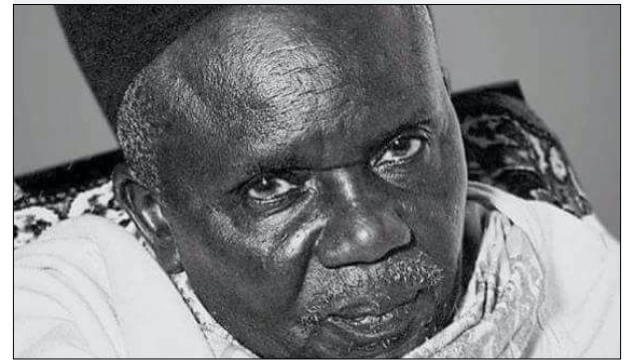
Le syndicat d'initiative local regroupe la quinzaine d'hôtels de la région ainsi que des restaurants, a-t-il précisé.

Ousseynou Fall souligne que, depuis 2019, le Syndicat d'initiative et de tourisme de la région de Matam s'est affilié à celui de Fatick dans l'espoir de « faire revivre l'activité touristique dans la région ». « Nous comptons beaucoup sur les nouvelles autorités, notamment le ministre de tutelle qui a promis de venir à Matam pour une visite. Le président du Syndicat national d'initiative et de tourisme, Issa Barro, nous a aussi promis un accompagnement en faisant tout son possible pour relever les défis à Matam », a fait savoir l'acteur touristique.

Pour faire revivre le secteur dans la région, Ousseynou Fall, a acquis un site au quartier Halwaar avec l'intention d'y construire un hôtel. Pour l'heure, il dit être à la recherche de partenaires pour réaliser ce projet. ■

RELIGION

AUX ORIGINES DE LA ZIARRA GÉNÉRALE DE TIVAOUANE



■ Par Momar Khoulé Bâ

Tivaouane – **La Ziara générale annuelle de Tivaouane, dont l'édition 2024 s'est déroulée dimanche, a été lancée par Serigne Babacar Sy, qui, cinq ans après le décès de son père en 1922, avait initié en 1927 – à son accession à la charge de khalife général de la confrérie des tidianes – une journée lors de laquelle il recevait ses disciples, pour la plupart des fonctionnaires affiliés à la Dahira Al-Kiram.**

Depuis lors, cette journée communément appelée Ziara générale se perpétue de génération en génération. Suite au rappel à Allah de son père Elhadji Malick Sy en 1922, Serigne Babacar Sy bénit la création du Dahira (association religieuse) Al-Kirâm, considéré comme le premier du genre au Sénégal. Par cette initiative, le guide religieux entendait surtout fortifier la foi de ses disciples composés en majorité de fonctionnaires. La Ziara va réellement démarrer lorsque Serigne Babacar Sy décide en 1930 d'accorder au Dahiratoul Kirâm une journée annuelle durant laquelle les disciples viennent se ressourcer auprès de leur guide spirituel à Tivaouane, afin de profiter des orientations et recommandations du marabout, décédé en mars 1957.

Le matin, avant de l'arrivée du convoi en provenance de Dakar, il s'habillait de manière très élégante, animé d'un enthousiasme qui en disait long sur l'importance que le fils d'Elhadji Malick Sy accordait à cette audience particulière dédiée aux Dahira Al Kiram de la Gueule-Tapée et Ahmadiya. Il recevait très tôt la visite de quelques "talibés" (disciples) avant d'aller à la cérémonie, accompagné de certains de ses enfants dont Serigne Mansour Sy, de Serigne Cheikh Tidiane Sy, Serigne Abdoul Aziz Sy Al Amine et son neveu Serigne Mounirou Sarr, etc. ■

ATHLETISME

MEETING INTERNATIONAL DE SAINT-LOUIS : SATISFÉCIT DES ORGANISATEURS

■ Par Cheikh Gawane Diop

Saint-Louis – La première édition du meeting international d'athlétisme de Saint-Louis (nord), évènement sportif d'une dimension internationale organisé samedi au stade Mawade-Wade par la Fédération sénégalaise d'athlétisme (FSA) et la ligue régionale d'athlétisme, a été une réussite, s'est félicité son initiateur, Manirou Dembélé, président de l'Association athlétisme Sénégal.

« Pour moi, c'est un bon meeting, c'est un bon plateau. Y avait presque 14 nationalités présentes. C'était une réussite, pour moi. C'était une occasion de pouvoir niveler un peu la préparation des athlètes pour les prochaines échéances pour voir un peu là où ils sont actuellement », a-t-il déclaré.

Des difficultés ont été toutefois rencontrées sur le plan organisationnel, a admis l'ancien athlète international sénégalais en s'entretenant avec la presse en marge de ce meeting international. « Niveau organisation, j'avoue que c'était un peu compliqué, parce qu'organiser au Sénégal j'avoue que ce n'est pas facile. Ce meeting, on le prépare depuis l'année dernière. Près d'un an, on prépare ce meeting-là. Après, la situation socio-politique n'a pas facilité les choses. On est parti pratiquement avec zéro sponsor », a-t-il déploré.

« On a 150 personnes à loger, ajoute-t-il. Plus de 200 personnes à transporter et à nourrir également. Et il y avait des primes derrière aussi. Tout ça, c'est un coût. Nous, on aime l'athlétisme et on n'attend rien derrière. Ces genres d'évènement là, on le fait parce qu'on a l'amour de la discipline. »

L'ancien athlète international sénégalais estime qu'avec des partenaires et un appui des autorités étatiques, ce meeting « peut devenir un rendez-vous annuel ». « Aujourd'hui, si on a des partenaires qui nous accompagnent ou l'État du Sénégal qui met un peu les moyens, du coup ce meeting peut devenir un rendez-vous annuel. Et pourquoi pas développer dans d'autres villes », a-t-il fait savoir.

Il précise que l'objectif à long terme est de développer ces genres d'évènements un peu partout dans le pays, en collaboration avec les ligues qui sont sur place pour pouvoir leur faciliter le volet organisationnel.



« Notre objectif, a-t-il poursuivi, c'est d'organiser des meetings de niveau national et international partout au Sénégal. »

Entre autres personnalités, le premier vice-président de la Fédération sénégalaise d'athlétisme (FSA), El Hadji Bara Thiam, le président de la ligue régionale d'athlétisme, Cheikh Tidiane Camara, ont pris part au meeting international d'athlétisme de Saint-Louis.

L'ETAT INVITÉ À DAVANTAGE ACCOMPAGNER L'ATHLÉTISME

Le président de la Ligue régionale d'athlétisme de Saint-Louis (nord), Cheikh Tidiane Camara, invite les autorités étatiques à accompagner cette discipline sportive, saluant le meeting international d'athlétisme de Saint-Louis. « Pour développer le sport d'une manière générale et en particulier l'athlétisme, il faut que les autorités qui sont en charge de cette discipline l'accompagnent », a-t-il lancé.

M. Camara s'entretenait avec des journalistes en marge de la première édition de ce

meeting international qui, selon lui, a été une belle fête de l'athlétisme offerte à la ville de Saint-Louis.

Faut d'un accompagnement de cette discipline par les pouvoirs publics, prévient-il, « (...) on aura beaucoup à faire et on n'aura pas les résultats escomptés (...) ». S'il n'y a pas cet accompagnement, dit-il, « (...) nos meilleurs athlètes auront des difficultés à émerger du lot parce que manquant de compétitions (...) ». Il salué les performances des athlètes lors du premier meeting international d'athlétisme de Saint-Louis, qui a regroupé 14 nationalités et 130 athlètes, selon les organisateurs.

L'ancien athlète international sénégalais Manirou Dembélé, par ailleurs président de l'Association athlétisme Sénégal, est l'initiateur de cette manifestation sportive. Il a été accompagné en cela par la Fédération sénégalaise d'athlétisme (FSA) et la ligue régionale d'athlétisme de Saint-Louis. ■